

Le temps de l'information solidaire

Conseiller fédéral suisse Moritz Leuenberger

Genève, le 17 février 2005

Le conseiller fédéral Moritz Leuenberger, Chef du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication, à l'occasion de l'ouverture du deuxième comité de préparation (PrepCom 2) pour la seconde phase du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI),

Je suis heureux de vous accueillir une nouvelle fois à Genève. C'est ici que notre aventure commune a commencé, il y a deux bonnes années.

Le sommet de l'information, c'est un peu comme une danse à plusieurs temps. Il y a d'abord eu le temps du sommet de Genève, en décembre 2003, un événement important, un temps fort en quelque sorte. Ce fut une réussite. Comme nous le savons tous, le processus SMSI n'est pas encore terminé. Avec la Déclaration politique et le Plan d'action de Genève, nous avons posé les bases nécessaires au succès du sommet ; nous voulons maintenant appliquer les mesures adoptées à Genève et trouver des réponses aux questions soulevées.

Genève 2003 a été la phase des déclarations d'intention au niveau politique – Tunis 2005 sera celle de l'application concrète. L'une et l'autre font ainsi partie d'un même processus.

S'il s'agissait, à Genève, de définir des principes politiques, cela ne veut pas dire qu'à Tunis, il ne sera question que de technologie.

Et c'est le deuxième temps de notre danse.

Il faut désormais réaliser la vision d'une société de l'information solidaire et inclusive élaborée à Genève : une tâche fondamentale et politique

Cela pourrait se faire grâce à Internet et aux infrastructures techniques. Mais il faut avant tout que les hommes du monde entier y aient accès. Tant que l'abonnement pour un accès à Internet dans certains pays du Sud coûtera l'équivalent de plusieurs mois de salaire, ces technologies resteront malheureusement réservées aux riches. Par ailleurs, tant que de vastes territoires d'Afrique ne seront pas desservis en électricité, leurs habitants ne pourront disposer ni du téléphone, ni d'Internet.

Si nous ne nous penchons pas enfin sur ces questions de développement, les technologies de la communication creuseront le fossé entre riches et pauvres, alors qu'elles pourraient grandement contribuer à le combler.

En 2003 à Genève, nous avons tous exprimé notre volonté de poursuivre les objectifs de développement. Que s'est-il passé depuis ? En décembre 2003, nous avons commandé un rapport, qui doit nous aider à résoudre les questions de financement. Ce rapport a été rédigé. Mais continuer à discuter et à dresser des rapports ne suffit pas. Des projets concrets et réalisables doivent maintenant succéder aux paroles. Parce que nous n'avons pas uniquement besoin d'argent pour atteindre les buts de développement; nous devons également bien

l'utiliser, afin de contribuer à améliorer, de manière concrète et durable, les conditions de vie du plus grand nombre de personnes possibles.

Cette année, l'ONU portera une attention soutenue à la concrétisation de ses Objectifs du millénaire pour le développement, notamment réduire l'extrême pauvreté et assurer une éducation pour tous. Les technologies de l'information et de la communication peuvent jouer un rôle important dans ce processus. Et le SMSI 2005 de Tunis se doit de participer à la réalisation de ces objectifs.

Le développement social ne constitue toutefois qu'une facette du SMSI. Le développement politique en est une autre : les gouvernements de très nombreux pays empêchent comme autrefois le libre accès des citoyens aux médias et à Internet, bien que les libertés d'opinion et d'information fassent partie des Droits de l'homme. La construction d'une infrastructure de télécommunication n'a aucun sens si l'Etat cache des informations à ses citoyens et les empêche d'obtenir ou d'échanger librement des informations. C'est pourquoi il est important que, à l'agenda du sommet de Tunis, la mise en vigueur des principes décidés à Genève sur les médias, les contenus et les libertés d'opinion et d'information soit discutée.

Nous avons fixé les objectifs dans la Déclaration et dans le Plan d'action de Genève 2003; nous voulons maintenant travailler à leur réalisation.

Pour promouvoir une société de l'information telle que nous l'avons dessinée à Genève, nous avons besoin de la diversité et de l'expérience de la société civile ainsi que de l'engagement du secteur privé. Ce que j'ai dit lors des PrepComs qui ont précédé Genève 2003 est toujours d'actualité : les gouvernements n'y arriveront pas seuls, même s'ils le souhaitent ardemment. Le partenariat avec ces différents acteurs est indispensable. Employons-nous donc à chercher comment faire fructifier ce potentiel commun.

Après la catastrophe du Tsunami survenue en décembre dernier et qui a coûté la vie à des centaines de milliers de personnes, on s'est demandé si les moyens de télécommunication modernes n'auraient pas permis d'alerter la population. Encore une fois : les technologies existent, elles peuvent contribuer au bien-être, améliorer la sécurité. Encore faut-il que les hommes et les pays de ce monde communiquent et collaborent pour mettre ces technologies au service de tous les hommes.

N'oublions pas : la communication n'est rien d'autre que la mise en relation des êtres humains. D'ailleurs, communication signifie communauté. Et la technologie n'est qu'un moyen au service de la communauté.

L'exemple du séisme sous-marin en Asie montre à quel point la discussion du SMSI est importante, et à quel point le recours – ou le non-recours – à ces technologies peut influencer notre vie, voire la sauver.

Je vous remercie d'ores et déjà de donner un nouvel élan au processus SMSI. Je remercie en particulier la Tunisie, pays hôte de la seconde phase, pour les efforts qu'elle déploie afin que Tunis 2005 soit un succès. Je remercie également l'UIT ainsi que les autorités des Nations unies pour la préparation du contenu. Enfin, je vous souhaite à tous, chers participants, beaucoup de persévérance et un bel esprit constructif, pour que cette PrepCom nous rapproche encore des buts du SMSI.

La Suisse poursuit elle aussi son engagement. Elle soutient l'UIT et les partenaires tunisiens dans la préparation de la seconde phase du SMSI, et nombreux sont les Suisses et les

Suisseuses qui effectuent un travail concret au premier plan, mais également dans les coulisses du processus.

En 2003, nous avons fait un premier pas. Nous ne parlerons d'une véritable avancée qu'après avoir fait le deuxième.

Osons-le !

Ce sera le troisième temps de notre danse, le temps de l'information solidaire réellement vécue. Nous pourrions même former une farandole, en se donnant la main, autour du globe, afin de progresser ensemble.